Mieux vaut marcher pour la vie que pour la mort…

La marche pour la vie a lieu aujourd'hui. Elle se déroule à Paris chaque année en janvier depuis 2005. Cette marche est organisée par un certain nombre d'associations qu'il serait fastidieux d'énumérer. La principale est le collectif « trente ans ça suffit », devenu « en marche pour la vie » qui, c'est intéressant, se présente comme apolitique et aconfessionnel.

"Le Collectif réunit des associations qui agissent chacune dans leur domaine et selon leur caractère propre pour la défense de l'enfant à naître, la protection maternelle et la promotion de la vie de sa conception à sa fin naturelle »

https://www.enmarchepourlavie.fr/category/communiques/

Il est réducteur de prétendre que seuls les chrétiens intégristes style Civitas ou FSSPX sont contre l'IVG et l'euthanasie. Un certain nombre d'athées les rejoignent complètement, et sans aucune motivation religieuse évidemment. De même que des croyants devenus très critiques envers l'Eglise sont tout à fait convaincus par cette lutte pour la vie. Par conviction personnelle.

Plus personne n'aurait l'idée de revendiquer un retour à la pénalisation de l'avortement ni à la stigmatisation des personnes qui avortent et qui en souffrent. Cependant il y a des choses à éclaircir.

Il faut reconnaître que la vie commence dès la conception quoi qu'on puisse en dire. Et qu'on nous explique comment il se fait qu'à

l’instant “t” le fœtus soit avortable et qu’il ne le soit plus la seconde suivante.

La loi de Simone Veil a été totalement détournée : cette loi devait au départ s’appliquer aux situations de détresse et rester exceptionnelle :

« « L’avortement doit rester l’exception, l’ultime recours pour des situations sans issue ». Et Simone Veil ajoutait au sujet de sa loi : « Si elle n’interdit plus, elle ne crée aucun droit à l’avortement. »

Selon l’Ined, en 1975, 41% des grossesses non prévues se terminaient par un avortement, en 2002 nous en étions à 62 % : un recul massif du droit à la vie du citoyen français à naître.

Avec 220 000 IVG par an en France, l’avortement est rentré dans les mœurs. Il s’est tellement banalisé qu’il est facilement proposé par le corps médical à des femmes qui savent ce qu’elles font lorsqu’elles sont enceintes, qui ont choisi de l’être, et qui, même si elles ont des difficultés passagères bien compréhensibles, n’avorteraient pour rien au monde.

Un scandale réside dans le fait qu’aujourd’hui pour diverses raisons des enfants avortés naissent vivants. On ne leur donne aucun secours. Ils mettent des heures à mourir tout seuls dans des cuvettes en pleins courants d’airs, ou sont jetés vivants dans des poubelles malgré leurs hurlements.

Il faut reconnaître aussi que la loi sur l’IVG est particulièrement affligeante, en ce qu’elle refuse toute aide à la femme enceinte, et même, pénalise les aides qui pourraient être offertes aux femmes enceintes pour ne pas avorter, pour choisir librement de garder leur enfant.

La véritable question aujourd’hui est justement : si, au lieu d’ aider les femmes à supprimer leur enfant, on les aidait à les garder ?…

Certains soutiennent qu’on ne peut arguer que les 220 000 enfants avortés par an en France sont remplacés par 220 000 migrants (et pas

des plus éduqués…).

Il n'empêche que l'argument est troublant, pour la raison suivante : nos politiques pro-immigration qui élargissent de plus en plus le refus de notre propre chair en prônant toujours plus d'IVG, sont-ils logiques lorsqu'ils prônent, en revanche, l'accueil inconditionnel et préférentiel de l'étranger barbare qui veut notre mort et celle de notre civilisation ?

Cet étranger qui non seulement est, lui, hostile à l'avortement en ce qui le concerne, mais de plus est prolifique en exigeant de nous d'assumer financièrement ces naissances exponentielles qui vont faire couler la barque. Ne serait-il pas plus simple et moins risqué d'organiser nous-mêmes notre propre démographie, issue de notre sang à nous ?…

Un pays qui ne soutient plus l'être le plus faible, c'est à dire l'enfant dans le sein de sa mère, est malade. En refusant d'aider la vie, il refuse lui-même de vivre. Surtout à l'époque de la contraception, qui fait de l'IVG un faux problème.

De même qu'un pays qui propose l'euthanasie est un pays qui ne veut plus vivre. Surtout à l'époque des soins palliatifs et de tout ce qui existe pour lutter contre la douleur.

L'euthanasie est pratiquée sans consentement aux Pays-Bas. Aussi les personnes âgées hollandaises commencent-elles à fuir leur pays, se réfugiant en Allemagne.

http://vivreaupresent.over-blog.com/article-ne-me-tuez-pas-docteur-l-euthanasie-et-ses-derives-chez-nos-voisins-europeens-114604508.html

Il est certain aussi que nous devons être vigilants et veiller à toutes les questions d'éthique. La PMA est pratiquement admise et la GPA est en bonne voie. Est-il normal de fabriquer exprès des enfants sans père ou sans mère ? Aussi bons éducateurs que puissent être les couples de même sexe (ils le revendiquent, du moins) l'enfant a absolument besoin d'un père et d'une mère. Même les enfants qui ont été heureux dans des familles homoparentales le disent.

En ces temps troublés, mieux vaut marcher pour la vie que pour la mort, et on ne voit pas ce que peuvent trouver à redire les esprits chagrins contre cet événement festif.

Car nous sommes faits pour la vie.

Sophie Durand